



Crise financière et économique: et après? Visions pour une politique économique à long terme

Discours de Line Rennwald, politologue et membre du PS Jura

Seules les paroles prononcées font foi.

Suite au déclenchement de la crise financière, il y a une année environ, on a entendu beaucoup de choses sur les problèmes de l'économie et du système capitaliste. On a entendu beaucoup de promesses. Beaucoup ont affirmé que les financiers devaient renoncer à leurs bonus, devaient cesser de faire des spéculations à tout prix sur des produits financiers trop dangereux.

Que constate-t-on une année après? On constate que la crise financière s'est transformée en une crise économique des plus graves de l'histoire. On constate que beaucoup de travailleurs en Suisse sont au chômage partiel depuis de nombreux mois, ou sont au chômage tout court. On constate que la crise affecte ceux qui n'y sont pour rien, ceux qui ne l'ont pas déclenchée. Et qu'en est-il de ceux qui l'ont déclenchée? On constate que les bonnes vieilles habitudes reprennent le dessus, que les bonus sont de nouveau monnaie courante. Car oui, nous explique-t-on, comment voulez-vous sans bonus attirer les meilleurs spécialistes?

La crise a été interprétée par certains comme une crise des managers qui auraient eu un comportement immoral. Mais on voit bien, une année après, que la « moralisation du capitalisme », appelée de ses vœux par de nombreux dirigeants n'a pas eu d'effet puisque les bonnes vieilles habitudes ont repris le dessus. Cela s'explique simplement par le fait que, dans le système capitaliste, les profits de ceux qui détiennent le capital sont au centre, ce sont leurs intérêts qui comptent avant toute chose. La crise survenue en 2008 n'est donc pas seulement la crise d'une forme excessive de capitalisme, mais la crise du capitalisme dans son entier. Et si l'on veut que ce système fonctionne selon d'autres critères, alors il faut développer des contre-pouvoirs forts.

Alors clairement, l'objectif du PS à long terme ne peut être que le dépassement du capitalisme. Comme la crise nous l'a bien montré, c'est le système capitaliste dans son entier qui fonctionne selon la logique du profit. Le PS ne peut donc pas se satisfaire de ce système. Mais dans la discussion sur le dépassement du capitalisme, nous aurions tort d'opposer politique à l'intérieur du système et politique visant à un changement de système. Car comme l'écrivait bien en 1985 le sociologue Esping-Andersen dans son ouvrage classique sur le succès de la social-démocratie en Scandinavie, à propos de la distinction entre politique révolutionnaire et réformiste, « l'aspect décisif n'est pas de savoir si des politiques sont faites à l'intérieur du capitalisme ou pas. Des réformes sociales sont promues par tous les mouvements ouvriers par simple nécessité. Car le mouvement ouvrier sait que la pauvreté, le chômage et l'insécurité économique affaiblissent la mobilisation prolétarienne et empêchent la mobilisation de classe. Les socialistes ont besoin d'éradiquer les distinctions qui divisent la classe ouvrière ». Ainsi, l'objectif des socialistes doit être de créer des contre-pouvoirs forts et de développer des politiques qui vont dans le sens des intérêts des travailleuses et travailleurs.

L'histoire a montré qu'une marge de manoeuvre est possible à l'intérieur de ce système. Durant la période de l'après la Seconde guerre mondiale, un compromis entre capital et travail s'est mis en place, avec une politique économique keynésienne. On a qualifié cette période de « Trente Glorieuses », car elle correspondait à une période de croissance économique et de progrès social. Un Etat social fort a pu être construit. Les droits sociaux se sont fortement développés. On a pu atteindre par là un certain niveau de « décommodification », terme utilisé par Esping-Andersen pour qualifier le degré de développement des droits sociaux qui permet aux gens de mener une vie indépendante des forces du marché pur.

Depuis la crise des années 1970, le rapport de forces est allé toujours plus dans le sens des intérêts des détenteurs du capital, sous l'influence de l'idéologie néolibérale. Aujourd'hui, nous nous trouvons à nouveau à un tournant. Comme l'écrit Mosshen Massarrat, Professeur en sciences sociales à l'Université d'Osnabrück, dans une contribution pour le dernier numéro de la revue *Widerspruch*, un changement fondamental, loin du capitalisme néolibéral, est maintenant à l'ordre du jour. Nous nous trouvons à son avis de nouveau à un tournant, comme dans les années 1930 où la grande crise avait été dépassée par un changement radical de la politique économique. On était passé à l'époque du capitalisme laissez-faire au capitalisme keynésien.

Car les travailleuses et travailleurs en ont assez de toujours devoir payer les coûts pour ceux qui en ont déclenché les causes. La situation est explosive comme on l'a vu en France avec les emprisonnements des patrons lors de fermetures d'usines. Et aussi en Suisse, 30'000 personnes sur la place fédérale, ce qui ne s'était plus vu depuis longtemps. Et le PS doit être avec ce mouvement ! Face à la situation, le PS doit chercher à développer de nouvelles espérances, doit faire à nouveau rêver.

Et ces nouvelles espérances passent aujourd'hui par le besoin plus qu'urgent de réguler le capitalisme dans le sens des intérêts des travailleuses et travailleurs. Mais comment y parvenir ?

-Cela implique tout d'abord des syndicats forts. Les syndicats sont le contre-pouvoir principal aux intérêts du capital. Des syndicats forts, cela signifie aussi le développement des conventions collectives de travail, ainsi que leur amélioration qualitative. Il faut lutter contre les bas salaires, pour l'introduction de salaires minimaux et pour des places de travail en nombre suffisant. Et les inégalités salariales doivent être absolument combattues. Nous avons d'ailleurs tous l'occasion dans les prochains mois de participer directement à cette lutte en faisant signer l'initiative 1:12 de la Jeunesse socialiste suisse.

-Face aux intérêts puissants du capital, il faut aussi assurer un Etat social fort qui donne des garanties solides face aux risques de la vie.

-Il faut non seulement un Etat social fort, mais aussi un secteur public et associatif puissant. L'Etat doit pratiquer une politique anticyclique et investir massivement en période de crise pour compenser la demande manquante et sauvegarder les emplois. Cela signifie aussi que l'Etat garde la main sur les services publics et offre des services de qualité, à la pointe, dans toutes les régions du pays.

-Aujourd'hui plus que jamais, l'Etat doit aussi avoir un rôle-clé pour lancer un programme d'investissement qui vise à la transformation écologique de l'économie et au soutien à l'emploi. Il faut à tout prix éviter un chômage massif en période de crise, car on sait que les personnes qui perdent leur emploi pendant une telle période auront beaucoup plus de difficulté qu'en temps normal à en retrouver un. Mais comme l'a dit Hans Baumann, ancien chef économiste du syndicat Unia lors d'une Conférence du Cercle d'Olten sur le thème de la crise économique, le plan de relance suisse est tout à fait insuffisant.

-Finalement, un des éléments centraux est bien entendu aussi la régulation des marchés financiers. Ces dernières années, ceux-ci ont été fortement dérégulés. Mais cette dérégulation n'est pas tombée du ciel. Il y a eu une volonté politique pour déréguler. Comme l'a bien expliqué Hans Baumann lors de cette même conférence, la « financiarisation » de l'économie n'a été possible que parce qu'il y a eu une politique de dérégulation consciente de la part des Etats, y compris de certains gouvernements sociaux-démocrates. Cela a mené au final à la concentration du capital financier.

Deux projets me semblent aussi fondamentaux pour les socialistes en termes de politique économique pour les années à venir. Le travail constitue l'élément central de la société et doit donc constituer une priorité pour les socialistes. Il faut chercher d'une part à démocratiser l'économie, et d'autre part à créer les conditions pour bien vivre de son travail.

Premièrement, en termes de **démocratie économique**, il ne s'agit pas ici de donner plus de pouvoir aux actionnaires. Mais aux salariés des entreprises, aux consommateurs et aux citoyens. La politique économique doit être fixée démocratiquement et prendre en compte les intérêts de la majorité de la population. Elle doit viser le plein-emploi et le renforcement du pouvoir d'achat. Il est aussi fondamental, voir même vital de réaliser **la transformation écologique de l'économie**.

Au niveau de l'entreprise, le monde du travail doit être humanisé. Les droits syndicaux doivent être renforcés. Une meilleure protection contre le licenciement des délégué-e-s syndicaux et représentant-e-s du personnel est absolument nécessaire en Suisse. Il est également fondamental pour le PS de revendiquer la participation des salariés aux décisions de leur entreprise.

Deuxièmement, un aspect indirectement lié à la démocratisation économique est le fait de pouvoir **bien vivre de son travail**. Tel était le slogan du sommet du travail lors de la campagne 2007 du PS à Yverdon. Ce slogan repose sur un certain nombre d'éléments « matériels »: les salaires doivent permettre de vivre convenablement. Personne ne doit avoir besoin de plusieurs emplois pour survivre. Mais il y a aussi des aspects davantage subjectifs, puisque l'on sait qu'il y a toujours plus de souffrance psychique au travail, dû entre autre à une augmentation du stress. Les suicides chez France Télécom sont malheureusement là pour le rappeler. Tout individu doit donc pouvoir faire son travail dans des situations correctes, qui ne remettent pas en cause sa santé physique et psychique. On doit pouvoir se sentir bien au travail.

La question de bien vivre de son travail est aussi intrinsèquement liée à un fondamental pour la gauche, à savoir la **réduction du temps de travail**. Et là une réduction radicale devrait se faire, comme avec l'introduction de la semaine de 4 jours pour tous sans diminution de salaire. D'une part, une réduction du temps de travail doit permettre de diminuer le chômage,

et donc de tendre vers le plein-emploi. D'autre part, elle doit offrir une meilleure qualité de vie, pour avoir davantage de temps pour sa famille et pour se former.

Créer des contre-pouvoirs forts au capitalisme. Défendre les intérêts des travailleuses et des travailleurs pour que ceux-ci puissent avoir une vie décente et épanouissante. Réduire le temps de travail, démocratiser l'économie et la rendre écologique. Voici le programme de la social-démocratie pour la période qui s'ouvre, période qui devra rompre avec le capitalisme néolibéral servant uniquement les intérêts des plus riches.